

Cour de Cassation / SDE

**Cour de Cassation
Chambre civile 3
Audience publique du 19 juin 2002**

Cassation.

N° de pourvoi : 00-11904
Publié au bulletin

Président : M. Weber .
Rapporteur : M. Guerrini.
Avocat général : M. Guérin.
Avocats : M. Guinard, la SCP Coutard et Mayer.

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Sur le moyen unique :

Vu l'**article 12** de la **loi du 15 juin 1906** sur les distributions d'énergie, ensemble l'**article 544** du Code civil ;

Attendu que la déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère au concessionnaire, sous les conditions et réserves spécifiées, le droit d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique soit sur les toits et terrasses des bâtiments, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, d'établir à demeure des canalisations souterraines ; que l'exécution desdits travaux n'entraîne aucune dépossession ; que la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever ; que la pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir ;

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Dijon, 30 novembre 1999), que les époux Bonin et les époux Mazille (consorts Bonin-Mazille), qui avaient acquis des parcelles en vertu d'un acte notarié mentionnant l'existence d'une servitude constituée par le passage d'une ligne électrique dépendant du réseau de l'établissement public Electricité de France (EDF), y ont entrepris le creusement de deux étangs ; que, contraint de déplacer les poteaux supportant la ligne dont la stabilité était menacée par la mise en eau, EDF a assigné les propriétaires en paiement du coût de l'opération ;

Attendu que pour accueillir la demande, l'arrêt retient que l'**article 12** de la **loi du 15 juin 1906** concilie le droit pour le concessionnaire d'établir à demeure les supports des conducteurs d'électricité sur les immeubles bâtis ou non bâtis et le principe selon lequel le propriétaire de l'immeuble n'est pas dépossédé en l'absence d'expropriation. qu'il s'ensuit que si le propriétaire veut démolir, réparer ou surélever l'immeuble bâti ou clore et bâtir sur le terrain ouvert et non bâti, le concessionnaire doit modifier ou déplacer les ouvrages et supports des conducteurs à ses frais, qu'en revanche, si le propriétaire fait un acte non énuméré à l'**article 12** ayant pour

conséquence de remettre en cause l'établissement à demeure des supports et par la même l'existence de la servitude, il doit supporter les frais de remise en état ou de déplacement des supports, que tel est le cas en l'espèce puisque les consorts Bonin-Mazille, en créant des étangs, ont procédé à des travaux d'excavation qui ne peuvent être considérés comme étant l'édification d'un bâtiment ;

Qu'en statuant ainsi, alors que le droit conféré au concessionnaire bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique ne peut faire obstacle au droit du propriétaire d'opérer des modifications de sa propriété conformes à son utilisation normale, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;

Par ces motifs :

Page 2

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 30 novembre 1999, entre les parties, par la cour d'appel de Dijon ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Besançon.

Publication : Bulletin 2002 III N° 147 p.

Décision attaquée : Cour d'appel de Dijon, 1999-11-30

Titrages et résumés SERVITUDE - Servitude légale - Servitude EDF - Travaux du propriétaire sur son fonds - Déplacement de la ligne électrique - Charge du concessionnaire - Condition .

Le droit conféré au concessionnaire, bénéficiaire d'une déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie en application de l'**article 12** de la **loi du 15 juin 1906**, d'établir à demeure des supports pour conducteurs aériens d'électricité sur un immeuble bâti ou non bâti, ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de cet immeuble d'opérer des modifications de sa propriété conformes à son utilisation normale.

Dès lors, viole l'**article 12** précité et l'**article 544** du Code civil la cour d'appel qui condamne un tel propriétaire à payer le coût de déplacement de poteaux supportant une ligne électrique, installés par le concessionnaire, ce dernier ayant dû les réimplanter après le creusement d'étangs par le propriétaire, sur les parcelles grevées de la servitude.

ELECTRICITE - Ligne électrique - Déplacement - Déplacement lié à la modification du fonds - Frais - Charge - Modification conforme à la destination du fonds

EAUX - Etang - Création - Fonds grevé d'une servitude EDF - Effet

Codes cités : Code civil 544.

Lois citées : **Loi 1906-06-15 art. 12.**

CHRONIQUE JURIDIQUE

Le déplacement des pylônes à la charge d'EDF

EDF, bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique ne peut empêcher le propriétaire de faire des travaux sur sa propriété.

Dans la campagne, beaucoup ont sur leur propriété quelques pylônes et lignes électriques qui dominent champs, prés et bois. Aux termes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, en cas de déclaration d'utilité publique pour la mise en place d'ouvrages destinés à la distribution de l'électricité, il est conféré au concessionnaire le droit d'établir supports, ancrages et conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés. Il a même la faculté de couper arbres et branches qui se trouvent à proximité des lignes. Certes, l'exécution de ces travaux, même si elle porte atteinte au droit de propriété, n'entraîne aucune dépossession. Toutefois, l'article 12 de la loi de 1906 précise que la pose d'appuis sur les édifices ne peut faire obstacle au droit des propriétaires de démolir, réparer ou surélever. La pose de canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir.

Servitude d'implantation

Les époux R... savent que pour vivre et gagner leur vie à la campagne grâce au tourisme rural, la pratique de la pêche est un des meilleurs moyens pour attirer les vacanciers. Il suffira de mettre à leur disposition des plans d'eau régulièrement empoisonnés et mêmes aptes à accueillir des promenades en barques. Mais la difficulté est de trouver une propriété qui pourra accueillir un tel projet. Aucun domaine compre-



A la suite de travaux réalisés par le propriétaire, EDF peut être amenée à déplacer une ligne électrique pour la sécuriser. Les juges ont décidé, dans le cas présent, que le propriétaire n'était pas obligé de supporter les coûts supplémentaires liés à ce déplacement.

nant des étangs n'est à la vente, mais les époux R... se sont finalement vu proposer des bâtiments importants à restaurer à proximité d'un vallon dans lequel coule un ruisseau au débit permanent. L'idée des R... va enfin se concrétiser. A la sortie du vallon, ils creuseront une grande excavation destinée à devenir un étang d'élevage piscicole. Mais tout n'est pas sans risque car le vallon est surplombé par une ligne à haute tension d'EDF dont l'un des pylônes porteurs est implanté à flanc du vallon. L'acte de vente précise qu'un arrêté d'utilité publique avait permis la création d'une servitude d'implantation de supports et de surplomb d'une ligne de 20 000 volts et que l'acquéreur devrait la supporter. A la réflexion, aucun inconvénient majeur n'en résulte pour la jouissance de la propriété acquise. Excavatrices, bulldo-

zers et autres engins se sont donc mis à l'ouvrage. Ingénieurs et techniciens d'EDF sont inquiets. L'affouillement risque de créer un glissement du terrain où sont implantés les pylônes avec un réel danger pour la stabilité de l'installation. Il est indispensable de modifier le tracé de la ligne en changeant l'implantation des pylônes vers un point d'ancrage plus stable. M. R..., averti, n'y voit pas d'inconvénient et une entreprise sous-traitante d'EDF exécute les travaux.

Utilisation normale

A la suite de longues journées de charrois, M. R... avait des craintes pour son chemin d'accès, mais il ne s'attendait pas à recevoir la facture des travaux du déplacement de la ligne. Pourtant ils lui sont facturés 60 985 €. M. R... refuse de s'incliner devant cette récla-

mation et EDF l'assigne. Devant la cour d'appel, elle obtiendra satisfaction au motif que les travaux de creusement d'étang ne sont pas de ceux que l'article 12 de la loi 1906 permet au propriétaire de réaliser. De plus, ce bouleversement du sol a obligé EDF à déplacer les pylônes. La Cour de cassation n'a pas retenu cette motivation. Elle estime que le droit conféré au concessionnaire, bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique, ne peut faire obstacle aux droits du propriétaire d'opérer des modifications de sa propriété. Il faut toutefois que ces travaux soient conformes à son utilisation normale. Il s'agit là d'une interprétation extensive des termes de la loi puisque celle-ci énumère les initiatives possibles du propriétaire. La Cour de cassation estime que quels que soient les travaux que réalise le propriétaire, débiteur de la servitude, ils ne sont pas de nature à l'obliger à supporter le coût des changements opérés par EDF, et ce, même s'ils ont pour conséquence d'amener EDF à modifier ses propres installations. Il en résulte que les servitudes légales comme celles dont bénéficie EDF ne sont pas de véritables servitudes puisque aux termes de l'article 701 du code civil « le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à la rendre plus incommode ». Or, précisément, l'arrêt rendu par la Cour de cassation va à l'encontre de ce principe. ■

JACQUES LACHAUD